

Éoliennes de la Sainte-Victoire: le rejet

Par **Angélique Négroni**

Publié le 21/12/2021 à 19:40, mis à jour hier à 19:40



Le parc éolien (24 éoliennes) situé entre Ollières et Artigues, dans le Var, suscite des controverses à cause de sa proximité avec la montagne Sainte Victoire. *Serge Mercier/PHOTOPQR/LA PROVENCE/MAXPPP*

RÉCIT - Un an après la mise en route de ce parc comptant 22 mâts, une enquête montre qu'il n'est toujours pas accepté par les habitants des 46 communes alentour.

Le rejet des éoliennes est sans appel. À l'initiative de diverses associations, dont Sites & Monuments ou France Nature Environnement 83, un sondage réalisé par l'Ifop a été mené auprès des riverains de la montagne Sainte-Victoire, dans le Var, près de laquelle 22 mâts ont été installés. Dans ce paysage magnifique, immortalisé par Cézanne, leur présence est particulièrement décriée.

Les résultats révèlent que le combat judiciaire que mènent divers acteurs associatifs contre ce parc rejoint le sentiment d'une partie de la population, hostile à son implantation. Ainsi, du 18 au 25 novembre dernier, des habitants de 46 communes situées autour de ce massif montagneux ont été interrogés sur ces machines, en fonctionnement depuis un an. Soit 401 personnes au total, qui, directement confrontées à ces installations, ont répondu à un questionnaire portant sur les éventuelles nuisances subies. Soutenu par le gouvernement, le développement de l'éolien en France provoque, selon ce sondage, des dégâts en cascade. 71 % des habitants estiment que ces éoliennes altèrent la beauté des paysages, 58 % jugent qu'elles affectent le calme et le silence des campagnes et 55 % considèrent qu'elles nuisent à l'attractivité touristique. Chiffre plus écrasant encore: 81 % soulignent que ces installations font chuter la valeur immobilière des habitations situées à proximité. Si bien que 66 % des sondés veulent que ces mâts, qui atteignent parfois 241 mètres de haut, soient implantés à plus de 4 kilomètres des habitations. On en est loin. La réglementation impose une distance maximale de 500 mètres.

Consultation par référendum

Concernant la protection de la nature, 57 % des personnes interrogées affirment que les projets doivent être suspendus dès qu'ils portent atteinte à la préservation des espèces ou de lieux naturels sensibles. Or les 22 mâts de la Sainte-Victoire sont, comme cela est rappelé dans le sondage, situés sur un site en partie classé zone Natura 2000. Pour une majorité des habitants interrogés (55 %), ce projet, qui a vu le jour sans autorisation environnementale préalable, doit être démantelé.

Alors que le cap fixé par le gouvernement est d'installer 6500 mâts supplémentaires en France d'ici à 2028, la question des pouvoirs des élus locaux est abordée dans l'étude. À une très forte majorité, 85 %, la population veut que les communes puissent s'opposer à un chantier après consultation par référendum des habitants. Un pouvoir de veto qui bloquerait tout développement. Rappelant que les Hauts-de-France ont été particulièrement pourvus en éoliennes, le sondage demande ainsi aux habitants si la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, épargnée à ce jour, devrait prendre la relève et accueillir les futurs parcs. La réponse est claire: à 56 %, ces derniers s'y opposent.

Ces résultats tranchent avec ceux obtenus lors de sondages réalisés par les promoteurs qui installent ces machines en France. Dans l'un d'eux notamment, en novembre 2020, les trois quarts des Français avaient indiqué avoir une perception positive de l'éolien. *«Rien d'étonnant à cela»*, selon Julien Lacaze, le responsable de Sites & Monuments. *«Dans ces études commandées par les sociétés en charge des chantiers, on parle d'image de l'éolien et on reste dans les généralités»*, dénonce-t-il. Ce sondage, cette fois, dit-il *«touche du doigt la réalité»*. Par ailleurs, et non moins intéressant, ses auteurs se sont intéressés à l'appartenance politique des personnes interrogées. Loin de clichés où l'on associe opposants aux éoliennes à une droite dure, les résultats révèlent que 24 % des sondés sont de gauche, 11,2 % Verts, 16,5 % appartiennent à la majorité présidentielle et 8,4 % seulement sont de droite. Les 46 % restants n'ont pas d'étiquette.